

Grèce : Alexis Tsipras va faire adopter son "programme anti-austérité"

20/02/2016, 16:01

Le parlement grec, la Vouli, va adopter ce samedi un programme de mesures visant à compenser socialement celles imposées au gouvernement par les créanciers. Ce « programme anti-austérité » prévoit la mise en place d'une couverture santé pour près de 2,5 millions de grecs, salariés ou non, qui n'en possèdent pas. Des soins gratuits sont prévus pour les personnes les plus fragiles, comme les handicapés, les personnes âgées, les enfants. Enfin, des centres sociaux locaux seront mis en place.

Rejeté par les créanciers en décembre

Cet ensemble de mesures avaient été envisagé en décembre dernier, mais, devant l'opposition des créanciers, qui menaçaient, s'il était voté, de ne pas verser la tranche du soutien financier à la Grèce d'un milliard d'euros, il avait été retiré de l'ordre du jour de la Vouli. Cette fois, Alexis Tsipras entend bien le faire adopter avec la majorité gouvernementale, formé par Syriza et ANEL, les Grecs Indépendants. Un accord a été trouvé sur ce point avec les créanciers.

Excédent budgétaire primaire en 2015

Le gouvernement grec avait, il est vrai, des arguments, désormais, à faire valoir. D'abord, il a fait voté toutes les "réformes" demandées par les créanciers. Ensuite et surtout, en 2015, il est parvenu à dégager un excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) de 350 millions d'euros, soit 0,2 % du PIB, bien au delà des prévisions du programme qui prévoyait pour l'an passé un déficit de 0,25 % du PIB. Contrairement aux propos accusateurs réguliers de l'Eurogroupe, le gouvernement d'Alexis Tsipras s'est montré, depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2015, particulièrement prudent sur le plan budgétaire. Quant à la récession provoquée par le contrôle des capitaux et les mesures d'austérité prises depuis juillet dernier, elles ont provoqué un recul du PIB inférieur aux estimations du programme.

Etroite marge de manoeuvre

Dès lors, Athènes peut espérer disposer d'une certaine marge de manoeuvre. Mais elle reste très étroite. Selon les termes du mémorandum, un quart de cet excédent inattendu doit être consacré au remboursement de la dette. Par ailleurs, l'Etat grec dépend encore des versements du MES pour pouvoir honorer ses créanciers, à commencer par la BCE à qui la Grèce va devoir rembourser en juillet 2016 2,3 milliards d'euros. La Grèce reste donc, malgré cet excédent, sous perfusion des fonds européens. Un excédent primaire n'est pas un excédent tout court. Enfin, le programme prévoit pour 2016 un excédent primaire de 0,5 % du PIB : il faudra donc encore augmenter cet excédent cette année. Le "programme parallèle" ne pourra s'inscrire que dans ce cadre étroit et les créanciers y seront sans nul doute attentifs.

Rôle politique

En relançant ce programme anti-austérité, Alexis Tsipras entend montrer que son parti, Syriza, mène une politique différente de celles de ses prédécesseurs. Depuis son retour au pouvoir le 20 décembre,

cette politique a été de "préserver" les plus fragiles des effets des politiques menées. Avec ce programme, il en donne une nouvelle fois la preuve et peut affirmer qu'il mène une politique de "rééquilibrage" de l'effort vers les classes plus aisées.

Colère généralisée

Ce discours a aussi été appliqué à la réforme des retraites. Le gouvernement a voulu préserver les retraites actuelles et, dans le futur, les plus petites pensions. Mais ce programme a fortement déplu aux salariés et, cinq mois après sa victoire aux élections du 20 septembre, Alexis Tsipras doit faire face à une fronde de grande ampleur contre... cette même réforme des retraites. Après une journée de grève très suivie le 4 février dernier, les paysans grecs, déjà très touchés par les mesures imposées par les créanciers, notamment la fin des subventions sur le fuel, et par la situation générale des prix agricoles, ont pris le relais. Très remontés contre les hausses d'impôts et de cotisations prévues, ils ont organisé des blocus de plusieurs villes, ont occupé les rues de Thessalonique et d'Athènes, et ont fermé le 18 février dernier la frontière avec la Bulgarie.

Syriza en difficulté

Cette colère paysanne de plus de deux semaines a provoqué une tension au sein de la majorité. Un vice-ministre des Grecs Indépendants, l'allié de Syriza, Panayiotis Sgouridis, a ainsi été « *démissionné* » pour avoir proclamé dans le nord du pays, à Alexandroupolis qu'Alexis Tsipras avait « *menti aux électeurs agriculteurs, comme Samaras et Papandréou* », les deux précédents premiers ministres. Dans les sondages, la situation de Syriza se détériore sérieusement. La dernière enquête de MRB donne Nouvelle Démocratie, le parti de centre-droit à 26,9 % des intentions de vote contre 23,2 % à Syriza.

Pression des créanciers

Alexis Tsipras doit donc donner rapidement des gages de l'efficacité de son action. Et prouver son rôle de "défenseur" contre les exigences du quartet, formé par le FMI, l'UE, la BCE et le MES. C'est le but de ce programme parallèle. Mais il doit aussi réaliser un numéro d'équilibriste. La revue du quartet se passe assez mal et la réforme des retraites déplaît aussi aux créanciers qui voudraient des coupes plus larges et dans les retraites actuelles. Or, Alexis Tsipras a besoin d'une revue rapidement conclue pour pouvoir exiger l'ouverture des négociations sur la restructuration de la dette. Le premier ministre est donc pris entre deux exigences contradictoires : apaiser la colère de la rue et plaire aux créanciers.

Problème de la dette

La stratégie basée sur la restructuration pourrait cependant encore mener à une impasse. Le [directeur européen du FMI Poul Thomsen a en effet prévenu la semaine dernière](#) qu'il faudra des mesures d'austérité radicales pour la Grèce s'il n'y avait pas de coupes dans le stock de dettes. Or, France et Allemagne sur ce point : il n'y aura pas d'annulation de dettes. Bref, Alexis Tsipras, qui a besoin d'une victoire sur ce terrain de la dette pour prouver qu'il a réussi où ses prédécesseurs ont échoué, pourrait se voir demander encore plus de mesures d'austérité en échange. Ce serait alors transformer une victoire en défaite.

Le premier ministre grec, pris également dans la crise migratoire qu'il peine à gérer et pour laquelle il subit de fortes pressions européennes, est donc dans une situation difficile. Sous pression à l'extérieur et à l'intérieur, il semble devoir faire face, partout, à des issues qui ont des allures d'impasses.